



La prolongation de la suspension du jour de carence est positive mais insuffisante.

Ce lundi 8 mars 2021, une nouvelle fois, la suspension du jour de carence pour les [agent.es](#) publics en cas de Covid-19 a été prolongée jusqu'au 1^{er} juin 2021 afin de lever un frein à l'isolement, au testing et au recours au soin.

Cette prolongation, demandée par l'UNSA, va dans le bon sens mais ne règle pas la question de ce dispositif injuste et inefficace. C'est pourquoi l'UNSA Fonction publique a déposé un vœu afin que soit supprimé définitivement le jour de carence. Ce vœu a été adopté par le CCFP.

De plus, l'UNSA a proposé de prolonger cette suspension au moins jusqu'à la fin de la période de vaccination et de permettre également la suspension du jour de carence pour tous les agent(e)s atteints d'une forme grave et prolongée de COVID-19¹.

En cette journée internationale des droits des femmes, l'UNSA rappelle que l'impact du jour de carence pénalise majoritairement des femmes.²

L'UNSA Fonction Publique insiste pour que le gouvernement abroge définitivement le jour de carence afin de garantir la protection de la santé des agent(e)s et des usager(e)s en toutes circonstances.

Bagnolet, le 8 mars 2021

Luc Farré

Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique

¹ La survenance de symptômes prolongés suite à une Covid 19 a été constatée par la Haute Autorité de Santé dans sa décision n°2021 0036/DC/SBP du 10 février 2021.

² Rapport annuel de l'état de la fonction publique

